

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BOSTIK**

Route de Bailly  
B.P. 30 009  
60170 Ribécourt-Dreslincourt

Références : IC-R/448/25-CD/SL  
Code AIOT : 0005101506

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement BOSTIK implanté Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BOSTIK
- Route de Bailly BP 30009 60771 Ribécourt-Dreslincourt
- Code AIOT : 0005101506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement BOSTIK a été créée en 1891. Il est implanté sur la commune de Ribécourt-Dreslincourt dans le département de l'Oise (60) et compte actuellement environ 180 personnes. Il est spécialisé dans la fabrication de colles et d'adhésifs.

Les principales gammes de produits fabriqués sur le site BOSTIK de Ribécourt-Dreslincourt sont :

- les émulsions vinyliques ;
- les colles aqueuses ;
- les colles thermofusibles ;
- les colles solvantées, polyuréthannes, époxy et polyester.

La production est de l'ordre de 55 000 tonnes par an. L'établissement relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'établissement est classé Seveso seuil haut par application de la règle du cumul pour l'addition des substances ou mélanges sources de dangers pour la santé.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Emissions de poussières	AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 9.2.1.1	Sans objet
2	Emissions de COV	AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.5.2	Sans objet
3	Traitement des COV	AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.5.3	Sans objet
5	Plan de gestion de solvants	AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.5.1	Sans objet
6	Traitement des COV	AP Complémentaire du 19/02/2014, article 1.3	Sans objet
7	IED	Décision d'exécution du 03/12/0022, article MTD 11	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets atmosphériques du site sont correctement suivis d'après les éléments présentés par l'exploitant lors de l'inspection. Le dépassement de la concentration en COV sur le système de traitement au charbon actif des ateliers PU et EPU affiché dans le rapport de contrôle inopiné du 17 au 19 juin 2025 ne constitue pas une non-conformité puisque la valeur limite associée ne sera

applicable qu'en décembre 2026 dans le cadre de l'application de la Directive IED - Bref WGC. Cependant, l'exploitant a indiqué travailler afin d'être conforme à l'échéance. L'exploitant doit apporter les éléments de réponse sur le respect du ratio de 30 g de poussières rejetées par tonne de produits fabriqués.

L'inspection a également été l'occasion d'échanges sur le dossier de réexamen IED - Bref WGC déposé par l'exploitant le 27 décembre 2023. Les constats de ce point de contrôle constituent une demande de compléments au dossier de réexamen IED.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2014, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance par la mesure
Prescription contrôlée : <div><p>Pour les rejets 1, 3, 4, 5, 6, 7, 51 et 52 (cf. repérage sous l'article 3.2.2) affectés aux chaudières, sont mesurés les paramètres suivants : Débit, O<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub> et SO<sub>x</sub> : fréquence triennale</p><p>Les mesures sont effectuées sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p><p>Pour les rejets 32, 47 à 50, 56 à 58 et 59 (cf. repérage sous l'article 3.2.2) associés aux émissions de poussières, sont mesurés les paramètres suivants : Débit, poussières : fréquence triennale</p><p>Pour les rejets 8 à 31, 36 à 45, 53 à 55 (cf. repérage sous l'article 3.2.2) autres que les rejets des utilités, sont mesurés les paramètres suivants : Débit, COVNm, COV spécifiques réglementés à l'article 3.2.4 : fréquence triennale (les rejets des ateliers PU, EPU et émulsions sont contrôlés au plus tard au premier trimestre de l'année 2014 - les rejets de l'atelier polyester sont contrôlés au cours des 12 mois suivant la mise en service).</p><p>[...]</p></div>
Constats : <p>Comme l'indique le rapport d'inspection du 22 novembre 2024, l'exploitant a transmis les</p>

<p>rapports d'analyses de rejets atmosphériques des 29 et 30 avril 2023.</p> <p>L'ensemble des points présentant encore des rejets atmosphériques (sur la base du porter à connaissance relatif au nouveau système de traitement au charbon actif du site en cours d'instruction) du site a été analysé.</p> <p>Lors de cette inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un rapport d'analyses des émissions atmosphériques du 25 mars 2025 réalisé par la société Bureau Veritas. Les points 1, 4, 5, 32, 47 à 49, 51, 52, 56, 57 et 59 ont été analysés.</p> <p>Les rapports d'analyses transmis par l'exploitant en 2023 et 2025 permettent de répondre à la fréquence triennale de l'ensemble des points de rejets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Emissions de COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de COV
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour prévenir les émissions de COV à l'atmosphère.</p> <p>Le flux total de COV (émissions canalisées et diffuses) rejeté par le site est inférieur à 12 tonnes par an et inférieur à 3 % de la quantité de solvants utilisée, conformément à l'article 30-23 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.</p> <p>Seuls les COV spécifiques réglementés dans la partie 3.2.4 sont autorisés à être rejetés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion des solvants de l'année 2024 transmis par l'exploitant indique un tonnage de 9,5 tonnes de rejets de COV. Cela représente bien moins de 3% de la quantité de solvants utilisée.</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé une campagne de mesures des émissions diffuses de COV sur son site. Ces résultats seront intégrés dans le plan de gestion des solvants pour l'année 2025. Des travaux ont été réalisés à la suite de cette campagne. Une seconde campagne de mesures sera réalisée en 2026 pour évaluer l'efficacité des travaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Traitement des COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des COV

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de vérifier l'efficacité du système de traitement des COV, l'exploitant réalise tous les 15 jours une mesure en sortie de cheminée afin de vérifier la saturation des filtres à charbon actif des émissaires n° 9, 10, 12, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 30, 44, 54 et 55. Les résultats et les actions menées sont tenus sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats obtenus permettent de vérifier que le % d'extraction en COV par les installations de traitement sur charbon actif est supérieur ou égal à 80 %.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- suivre en continu la saturation des filtres de charbon actif sur le nouveau système de traitement des COV issus des ateliers PU et EPU.</li> <li>- pour les ateliers colles aqueuses/émulsions/polyesters, des analyses sont réalisées tous les 15 jours et tracées dans un tableau de suivi. Les résultats indiquent des pourcentages d'extraction pas toujours corrects. Les conditions de production en cycle ne permettent pas une linéarité des rejets.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Emissions de poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour prévenir les émissions de poussières à l'atmosphère.</p> <p>Le flux total de poussières (émissions canalisées et diffuses) rejeté par le site est inférieur à 30 g par tonne de produits fabriqués.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique ne pas suivre la notion de 30 g par tonne de produits fabriqués. Il indique que la conformité aux valeurs limite d'émissions lui permet d'affirmer que la disposition est respectée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande de justificatif n°1</u></b> : L'exploitant apportera les éléments permettant d'attester que le ratio de 30 g de poussières rejetées par tonne de produits fabriqués est respecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Plan de gestion de solvants

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/01/2018, article 3.2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, réalisé selon les guides en vigueur et mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet annuellement ce plan de gestion des solvants à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire ses consommations.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2024. Pour l'année 2025, l'exploitant indique qu'il va refondre son PGS. Il sera basé sur des hypothèses d'émissions réelles (campagne d'émissions diffuses par exemple) et sur moins de valeurs estimatives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Traitement des COV

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/02/2014, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, contrôle inopiné air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b>  Le contrôle inopiné sur les émissions atmosphériques réalisé par la société Kali'air du 17 au 19 juin 2025 montrent une valeur élevée de la concentration en COVt sur le nouveau traitement du charbon actif au regard des valeurs limites d'émission (VLE) qui sera en application dans le cadre de la directive IED (arrêté ministériel du 4 novembre 2024). La concentration est de 49,6 mg/m <sup>3</sup> pour une VLE future de 20 mg/m <sup>3</sup> .  L'exploitant indique que cette valeur élevée s'explique par le fait que la fréquence de changement des filtres de charbon actif n'est pas encore optimisée. L'exploitant a également indiqué travailler sur cette problématique avec l'objectif d'être conforme à la VLE de 20 mg/m <sup>3</sup> à

échéance d'application du BREF WGC soit en décembre 2026.

On note que la concentration mesurée est conforme à la concentration maximale imposée à 30-23 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (fixée à 110mg/Nm<sup>3</sup> pour les COVnm).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : IED

**Référence réglementaire :** Décision d'exécution du 03/12/0022, article MTD 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, IED

**Prescription contrôlée :**

Extrait du tableau 1.1 de la MTD 11

Carbone organique volatil total (COVt) => NEA-MTD en mg/Nm<sup>3</sup> : <1-20

#### **Constats :**

L'inspection a été l'occasion de faire un point sur le dossier de réexamen IED BREF WGC déposé par l'exploitant le 27 décembre 2023.

En termes de diagnostic des émissions canalisées, l'exploitant indique que le nouveau système de charbon actif est relié aux ateliers PU et EPU. Les ateliers PE et émulsions possèdent chacun un système de traitement au charbon actif. Sur l'ensemble de ces ateliers, tous les rejets sont canalisés vers un point de rejet traité au charbon actif.

Les autres ateliers du site ne sont pas inclus dans le périmètre IED (pas de polymérisation et mélange de produits à froid).

L'exploitant indique dans le dossier de réexamen que les concentrations en COVt mesurées au niveau des rejets des ateliers PE et émulsions sont supérieures à la concentration maximale imposée par le BREF WGC mais que le «flux coupure» n'est pas dépassé (fixé à 200 g/h dans l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024).

Toutefois, l'exploitant doit définir la possibilité de regrouper virtuellement les trois points de rejet. Il s'agit de la notion de cheminée virtuelle. Le dossier de réexamen IED doit être complété avec cette analyse. Les VLE qui s'appliqueront à chaque point de rejet dépendent de cette analyse.



L'exploitant indique avoir, dans son dossier de réexamen IED, estimé les émissions diffuses non fugitives à partir de la surface d'échanges. Afin d'affiner cette estimation, une campagne de mesures sera réalisée en 2026. Cette campagne permettra de compléter le dossier de réexamen IED et de le mettre à jour en fonction de l'écart entre l'estimatif des émissions diffuses non fugitives et le réel mesuré.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n°2 :**

L'exploitant doit compléter son dossier de réexamen IED avec les éléments suivants :

- la possibilité de regrouper virtuellement les trois points de rejet. Il s'agit de la notion de cheminée virtuelle. Les VLE qui s'appliqueront à chaque point de rejet dépendent de cette analyse.
- une estimation des émissions diffuses non fugitives en intégrant la campagne de mesures prévue sur l'année 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite